



Exchange

Protection sociale et inclusion sociale dans l'UE

Numéro 01/2007

ÉDITORIAL

Échange d'idées

Dans toute l'Europe, les gouvernements choisissent diverses voies pour tenter de résoudre les questions sociales urgentes. Les approches sont multiples, mais toutes sont profondément enracinées dans l'histoire de l'Europe, dans sa culture et dans des traditions sociales participatives. Des valeurs européennes communes sous-tendent chacun de nos modèles sociaux. Elles constituent les fondements essentiels des politiques économiques et sociales.

Au travers de la méthode ouverte de coordination, l'UE a choisi de mettre à profit la diversité des approches et des politiques suivies dans ce domaine et de promouvoir la culture du dialogue et du partenariat. De la même manière, elle coordonne et encourage les actions des États membres visant à réformer leurs systèmes de protection sociale et à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle facilite l'échange de meilleures pratiques et l'apprentissage mutuel et elle soumet à débat les problèmes communs émergents. Le but est de renforcer la dimension sociale de la stratégie de Lisbonne.

La réponse aux enjeux sociaux considérables liés au vieillissement démographique et à la mondialisation requiert impérativement une ferme volonté de la part de l'Europe et une coordination efficace, ainsi qu'une mobilisation concrète et l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux afin de renforcer les efforts politiques déployés au niveau national.

La communication et l'information jouent un rôle fondamental à cet égard. C'est pour cela que la Commission européenne lance le bulletin *Exchange – Actualité de la Protection Sociale et de l'Inclusion Sociale dans l'UE*, un bulletin destiné à nos principales parties prenantes. Nous nous engageons à en faire avec vous un précieux instrument contribuant à la réussite du processus d'échange de politiques, d'informations et de meilleures pratiques en vue d'encourager les avancées et l'apprentissage mutuel.

**Commission européenne
Direction générale de l'emploi,
des affaires sociales et de l'égalité
des chances**

■ Une approche commune pour une meilleure cohésion sociale en Europe



promouvoir «l'inclusion active» dans la société et/ou sur le marché du travail des plus défavorisés, assurer des pensions adéquates et viables, ainsi que l'égalité d'accès à la santé et aux soins de longue durée.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes: 16% des Européens sont menacés de pauvreté et 10% vivent en ménages sans emploi. En Europe, il y a un écart de 13 ans entre l'espérance de vie la plus longue et la plus courte, et la part du PIB consacrée à la santé et aux soins de longue durée s'échelonne entre 5% et 11%. «Par l'apprentissage mutuel et en stimulant les pays à fixer des objectifs communs, l'Europe peut apporter une vraie valeur ajoutée aux efforts nationaux pour renforcer la cohésion sociale» a dit M. Špidla.

Le rapport de cette année examine les stratégies nationales, pour la première fois intégrées, en matière d'inclusion sociale, de pensions, de soins de santé et de soins de longue durée. Il a été présenté aux décideurs de l'UE accompagné du Rapport conjoint sur l'emploi et a alimenté les conclusions du Sommet de printemps, lequel a aussi souligné que les objectifs sociaux communs des États membres seraient davantage pris en considération dans le contexte de l'Agenda de Lisbonne.

http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/jrep_fr.htm



■ Sans abrisisme : vers une meilleure analyse

Le sans-abrisisme et la privation de logement sont un problème à l'échelle de l'Europe et, pour le moment, les statistiques officielles dans ce domaine sont peu abondantes ou rarement comparables entre pays. Les résultats de recherches et les faits présentés dans le rapport de la Commission lors du séminaire Mesure du sans-abrisisme au niveau de l'UE, organisé à Bruxelles le

7 février, marque une étape concrète dans la réforme des systèmes actuels de collecte de données.

Commanditée par la DG Emploi dans le cadre du Processus de Protection et d'Inclusion sociales, la recherche tend à recenser des méthodes et pratiques pour développer la base de données nécessaire pour mesurer le sans-abrisisme et la privation de logement. Mettant l'accent sur l'utilisation des informations de fournisseurs de services, le rapport propose des procédures et méthodologies pour:

- déterminer des situations de vie et de sans-abrisisme;
- améliorer la gouvernance de la collecte de données;
- élaborer des stratégies de collecte de données; et
- rechercher des indicateurs de sans-abrisisme et de privation de logement.

Le but n'est pas d'harmoniser la collecte de données sur le sans-abrisisme au niveau de l'UE, mais plutôt de fournir des outils qui facilitent les opérations de collecte de données et, en conséquence, qui stimulent l'utilisation des données dans un contexte communautaire/international, et finalement nous aident à faire face plus efficacement à ce problème.

http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/studies_fr.htm



FOCUS

■ Démographie et situation sociale en Europe: une vue d'ensemble

Afin de donner un aperçu général de la situation sociale dans l'Europe à 25, la Commission a rédigé le rapport 2005/2006 sur la situation sociale dans l'UE. Ce rapport, qui contient un éventail d'indicateurs sociaux, des informations quantitatives harmonisées et des résultats de sondages publics, sert de document de référence et d'outil de suivi dans le temps du développement social.

Le rapport 2005/2006 décrit les tendances démographiques et les enjeux que les sociétés européennes doivent relever sous l'effet des mutations des structures démographiques. Il examine en détail les nouveaux modèles de famille et de ménage, et notamment la propension des jeunes à rester plus longtemps dans la maison des parents et la probabilité accrue des personnes âgées de devoir vivre seules ou dans des institutions. La question de la baisse de la fertilité est étudiée en fonction de la situation des familles et des équilibres intergénérationnels. Il donne également une idée de la répartition des revenus et du risque de pauvreté, en insistant en particulier sur les personnes en âge de travailler. Les portraits statistiques élaborés par Eurostat contiennent des données couvrant un large spectre de domaines intéressants, depuis la croissance économique au sein de l'Union jusqu'à la situation du marché du travail.

http://ec.europa.eu/employment_social/social_situation/socsit_fr.htm

■ Inégalités dans l'accès aux soins

La première Peer Review sur les questions sanitaires s'est déroulée à Budapest, les 17 et 18 février, sous les auspices du ministère hongrois de la santé.

Le principal objectif de l'examen par les pairs était de faire le point des réformes engagées dans le système hongrois des soins de santé. Dans le même temps, il s'est attaché à étudier d'autres développements plus vastes observés en Europe. En effet, d'énormes améliorations en matière de santé ont été enregistrées dans toute l'UE, mais il subsiste aussi de grandes différences dans les conditions de vie et de travail, dans les comportements au regard de la santé, dans la manière selon laquelle les personnes accèdent aux soins de santé et utilisent les services de santé, qui engendrent des disparités dans les niveaux de santé à l'intérieur des États membres et entre eux.

Si le séminaire de Budapest n'a pas abouti à l'adoption de conclusions formelles, il n'en a pas moins souligné un certain nombre de points essentiels, comme celui de la différence entre égalité réelle *d'accès aux soins de santé* et égalité de *traitement* pour tous. Comment répondre aux besoins des divers groupes ? Quelles sortes de travail de proximité peuvent-elles aider les personnes qui ont tendance à rester exclues du système de soins de santé ? Le marché peut-il être d'une aide quelconque ? Le débat est à peine ouvert.

<http://www.peer-review-social-inclusion.net/peer-reviews/2007>

■ Deux nouveaux appels à propositions 'PROGRESS'

Maintenant que le nouveau programme intégré de l'UE pour l'emploi et la solidarité sociale – PROGRESS – est sur les rails, deux nouveaux appels de propositions doivent être lancés. Le programme vise à rationaliser les dépenses de l'Union européenne en faveur des politiques sociales et de l'emploi, tout en renforçant leur visibilité et leur cohérence d'ensemble.

Le premier appel de propositions cherche à promouvoir l'échange de meilleures pratiques et d'approches innovantes dans les domaines de l'inclusion sociale et de la protection sociale.

Le deuxième appel de propositions consiste à financer les coûts de fonctionnement de réseaux d'organisations non gouvernementales d'envergure européenne actives dans la promotion de l'inclusion sociale, dans la lutte contre la discrimination, dans le renforcement de l'égalité entre les hommes et les femmes.

http://ec.europa.eu/employment_social/



BONNE PRATIQUE

■ Aide au retour au travail



En Suède, comme dans le reste du monde, les personnes qui sont tombées malades ou se sont retrouvées sans emploi pendant longtemps rencontrent plus de difficultés pour trouver un nouvel emploi et accéder régulièrement à

des services sociaux. S'ils peuvent compter sur l'aide de nombreuses autorités publiques, certaines de ces personnes estiment malgré tout que cette multiplicité des aides accroît le risque de «se trouver assises entre deux chaises». Finalement, ces aides peuvent s'avérer extrêmement décourageantes.

Dans le but d'améliorer la qualité des services offerts à tous les utilisateurs, divers prestataires de services sociaux de Hisingen joignent actuellement leurs efforts sur 26 projets. La coordination entre les caisses d'assurance sociale, les prestataires de soins de santé primaires, le conseil du travail du comté, les cliniques psychiatriques et le système d'éducation des adultes, dans une structure appelée DELTA, s'articule de manière à assurer que les personnes les plus nécessiteuses reçoivent une aide et un traitement plus efficaces et que la qualité de leur vie soit améliorée.

Une évaluation effectuée par les universités de Göteborg et de Karlstad montre que cette collaboration a bien fonctionné, tant pour les habitants de Hisingen que pour le personnel concerné. Nombreux sont les participants qui ont exprimé leur satisfaction à l'égard de cette approche coopérative et qui ont déclaré avoir retrouvé du travail ou avoir repris des études auto-financées, ce qui tend à démontrer l'intérêt économique général de ce projet. Le projet DELTA a été une réussite en aidant les personnes à s'aider elles-mêmes par leur propre travail.

<http://www.peer-review-social-inclusion.net/peer-reviews/2006/financial-coordination-within-the-field-of-rehabilitation>



SUR LE TERRAIN

■ Un nouveau site web sur le sans-abrisme en Pologne

Julia Wygnanska, un chercheur polonais de la FEANTSA (Fédération européenne d'associations nationales travaillant avec les sans-abri), correspondant de l'Observatoire européen du sans-abrisme (EOS), en coopération avec des membres de la FEANTSA en Pologne, a créé un site web sur le sans-abrisme et l'exclusion du logement.

Comme indiqué dans la définition de mission, le but premier du site web est «de promouvoir l'échange de connaissances sur le sans-abrisme et l'exclusion du logement afin de développer des politiques et des programmes d'aide mieux adaptés et plus efficaces. Le principal postulat du projet est que la recherche scientifique n'a pas de vocation purement théorique, mais se doit d'être une première étape vers la conception et l'apport d'une aide réelle qui fasse la différence. Aujourd'hui encore, maints organismes dotés de pouvoirs réels pour changer les choses fondent leurs actions sur des informations incomplètes, des avis et des consultations non fiables et des données non recueillies et élaborées de manière systématique. Beaucoup trop de résultats de recherches utiles sont gaspillés et ne parviennent jamais aux instances habilitées à apporter un changement.»

Un volet important du projet porte sur la collecte et la traduction en polonais d'informations à caractère européen (comme les rapports de la FEANTSA) et la promotion de ces informations vers le grand public. Les documents mis sur le site web comprennent aussi des traductions de certaines publications de l'OES comme les mises à jour des statistiques nationales et de la politique polonaises émanant d'organisations membres polonaises ou d'autres sources. Le site a été financé par le ministère polonais de l'emploi et des affaires sociales, ainsi que par le Fonds de traduction de la FEANTSA.

<http://www.bezdomnosc.edu.pl>

■ EUMC lance InfoBase: une plateforme pour lutter contre les discriminations

L'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC) – en préparation de la Journée des droits de l'homme du 10 décembre 2006 – a lancé son InfoBase. Cet outil de soutien en ligne est destiné à servir les parties intéressées qui écrivent et prennent position activement contre le racisme et sur les questions des droits de l'homme dans les 27 États membres de l'UE. Le rôle du nouveau site web est de fournir au public des informations impartiales sur le racisme dans l'UE et de servir de référence pour toute action menée contre la discrimination raciale. La lutte contre le racisme est un élément essentiel dans une approche holistique de la promotion de l'inclusion sociale. Selon la directrice de l'EUMC, Beate Winkler, "le premier pas fondamental vers une véritable politique de lutte contre le racisme est la collecte d'informations précises. L'InfoBase de l'EUMC donne un aperçu plus exhaustif de la situation des immigrants et des minorités ethniques dans l'UE. Cette base contribue à sensibiliser au problème de la discrimination raciale dans l'éducation, l'accès au logement et à l'emploi, et elle offre des informations analytiques sur l'égalité raciale dans l'UE."

L'InfoBase présente, pour chaque État membre de l'UE, des informations spécifiques au pays dans cinq grands domaines: l'état de la législation, notamment des informations sur les lois anti-discrimination, la violence et la criminalité raciales, la situation des migrants et des minorités dans l'emploi, l'éducation et l'accès au logement.

Les données et informations fournies par l'InfoBase sont recueillies auprès du Réseau européen d'information sur le racisme et la xénophobie (RAXEN).

<http://eumc.europa.eu/factsheets/factSheetPage.php>



■ Exclusion sociale, pauvreté et médias

Dans un effort d'amélioration de son information et de sa communication aux parties prenantes et afin d'attirer l'attention de la presse professionnelle spécialisée sur le Processus européen de protection sociale et d'inclusion sociale, la Commission européenne soutient un réseau européen de publications et de journalistes spécialisés dans la protection et l'inclusion sociales dans les États membres.

Le réseau, qui fonctionnera comme projet pilote jusqu'à la fin de 2007, vise à:

- accroître la visibilité au niveau de l'État membre du Processus européen de protection sociale et d'inclusion sociale;
- renforcer la dimension européenne de la protection et de l'inclusion sociales dans les publications professionnelles spécialisées dans les États membres;
- promouvoir l'échange d'idées, d'articles, et de tout autre matériel de publication assimilé;
- faciliter l'échange transnational de meilleures pratiques entre journalistes s'occupant de questions sociales;
- populariser et encourager les approches innovantes de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Les services offerts sont de deux ordres. Le premier est la création et la maintenance d'une base de données européenne de journalistes et de publications spécialisés présentant un intérêt spécifique pour les questions sociales. Le deuxième est la diffusion de supports d'information et de «pointeurs» vers des projets, programmes et politiques témoignant concrètement de la valeur ajoutée européenne de l'apprentissage mutuel et de l'échange de meilleures pratiques dans les domaines de la protection sociale et de l'inclusion sociale.

Pour de plus amples informations sur le réseau, veuillez prendre contact avec Gellis Communications: spsi@gellis.com

<http://eumc.europa.eu/factsheets/factSheetPage.php>



POINT DE VUE

Cela fait six ans que la Méthode ouverte de coordination a été lancée dans les domaines de la protection sociale et de l'inclusion sociale, et le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a des avis mitigés sur son développement et les résultats obtenus.

La MOC se voulait un outil au service de l'un des objectifs de la stratégie de Lisbonne, la réalisation «d'une plus grande cohésion sociale». Ce devait être le mécanisme moteur de l'objectif de l'UE qui était de réduire la pauvreté et l'exclusion sociale d'ici à 2010. Au regard de ces engagements, de ces ambitions et des réalisations, force nous est de reconnaître la réalité, 72 millions de personnes dans l'UE portent encore le fardeau de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Certes, la MOC a été importante pour tenter de maintenir le problème de la pauvreté à l'ordre du jour de l'UE et de certains États membres qui autrement n'y auraient plus prêté attention. Elle s'est aussi révélée un outil utile d'échange, d'apprentissage mutuel et d'enrichissement des connaissances. Toutefois, elle n'est pas encore ancrée dans les processus politiques nationaux. Elle n'est pas encore arrivée au stade d'un modèle de développement plus social et viable qui informe de toutes les politiques et actions communautaires. En conséquence, elle n'a pas été en mesure d'influer sur la persistance des niveaux élevés de pauvreté.

En dépit de cette réalité, l'EAPN a toujours l'idée d'une UE contribuant à la concrétisation d'une «vie de qualité pour tous» et la MOC reste l'un des outils utiles pour progresser dans cette voie. L'EAPN est fier du rôle qu'il a joué depuis sa



Fintan Farrell, Directeur du Réseau européen des Associations de lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale (EAPN)

création en 1990 pour sensibiliser les décideurs politiques au problème de la pauvreté au niveau de l'UE et pour mettre en place le cadre d'une vaste alliance assurant une stratégie européenne de l'inclusion sociale. Ayant eu une part active dans la «paternité» de la MOC, l'EAPN reste hautement motivé pour amener cet outil à servir les objectifs convenus à Lisbonne et «à donner un élan décisif à l'élimination de la pauvreté».

Nous invitons les institutions européennes et les États membres à réfléchir comme il se doit à la manière pour les processus en place de modifier effectivement la réalité de la vie quotidienne des personnes confrontées à la pauvreté et à l'exclusion. Nous appelons les décideurs politiques à déterminer si cette méthode est appropriée pour réaliser cet objectif, ou s'il s'agit d'un point de départ vers un processus plus contraignant au niveau de l'UE.

<http://www.eapn.org>

AGENDA

■ Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté

Bruxelles, 4-5 mai 2007

http://ec.europa.eu/employment_social/social_inclusion/events_fr.htm

■ Réunion informelle du Comité européen de la protection sociale

Erfurt, Allemagne, 22-23 mai 2007

■ Séminaire FEANTSA/ Comité des Régions:

Éléments clé pour une stratégie efficace de lutte contre l'exclusion liée au logement: Comment l'Europe peut soutenir les collectivités locales pour améliorer la lutte contre l'exclusion liée au logement

Jeudi 1 juin à Bruxelles

<http://www.feantsa.org/code/en/pg.asp?Page=740>

■ Réunion du Conseil Emploi, politique sociale, santé et consommateurs (Conseil EPSCO)

Bruxelles, 30-31 mai 2007

■ Conférence de la Commission européenne sur les services sociaux d'intérêt général

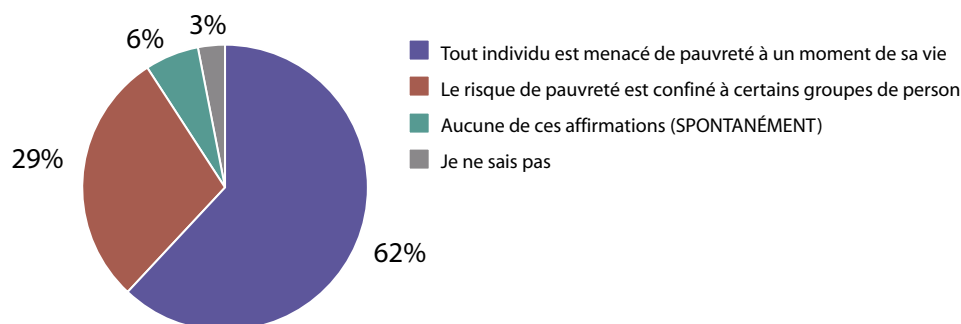
Bruxelles, 4 juin 2007

STATISTIQUES

■ Perception du risque de pauvreté et d'exclusion sociale dans l'UE

Même si les citoyens ne sont pas nécessairement affectés personnellement, la pauvreté est ressentie comme quelque chose qui pourrait leur arriver. Plus de 6 Européens sur 10 (62%) pensent que tout homme est exposé au risque de pauvreté à un moment quelconque de sa vie.

Laquelle de ces affirmations se rapproche le plus de votre sentiment ?



Source: Eurobaromètre spécial 273 / Wave 66.3 – TNS Opinion & Social.

EXCHANGE

Editeur: Commission européenne, DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances

Unité «Inclusion, aspects de politique sociale de la migration, intégration des politiques sociales»

B-1049 Bruxelles

courriel: empl-inclusion@ec.europa.eu

Le contenu de cette publication ne reflète pas obligatoirement la position de la DG Emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne.

Pour plus d'information sur la protection sociale et l'inclusion sociale dans l'UE, consulter le site:

http://ec.europa.eu/employment_social/spsi

